

«Nous voulons aider les PME à croître»

PAR MYRET ZAKI

Juan-Carlos Torres, à la tête de la Chambre de commerce de Genève, veut en faire un hub économique. Il veut aussi voir des réformes politiques. Rencontre.

REMARQUABLE communicateur, plein de bon sens, «défenseur de la veuve et de l'orphelin, mais principalement de mes collaborateurs». Ce résumé décrit assez bien **Juan-Carlos Torres**, dit «Charly», ancien CEO de Vacheron Constantin devenu **président de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG)**.

Flamboyant, aussi, avec ses origines cubaine par sa mère et catalane par son père, qui était ébéniste et avait commencé à travailler à 14 ans. Il parle toujours de ses parents avec une grande fierté et aime évoquer sa grand-mère «anarchiste, indépendantiste catalane et antifranquiste», qui lui a transmis une conscience politique. Arrivé à 3 ans et demi en Suisse, **Juan-Carlos Torres** a grandi à Genève. Il estime avoir bénéficié de l'Etat social, tandis que ses parents ont fait le maximum pour s'intégrer. Il raconte même que sa mère «faisait la meilleure fondue»! Son père, qui a toujours défilé le 1^{er} mai et avait sur lui son badge du Parti du Travail, ne s'est jamais habitué à lui dire «tu vas au bureau» plutôt que «tu vas à l'atelier».

Juan-Carlos Torres s'est forgé avec tout cela une culture sociable et altruiste, qu'il mêle à son sens inné des affaires. Il a 19 ans lorsqu'il découvre le monde professionnel. Ce musicien - qui se rêvait chef d'orchestre - a commencé par exercer le métier de photographe. CFC d'employé de commerce en poche, il gravira au sein de

la marque horlogère du groupe Richemont tous les échelons, «sans jamais connaître une année de routine», tout en suivant des cours qui le mèneront à l'obtention du diplôme d'expert-comptable. Nommé directeur des finances en 1988, il est successivement désigné directeur des opérations, puis directeur général adjoint, et enfin CEO en 2005. Son sens pratique aiguisé et teinté d'humanité lui a valu de réussir le décollage de Vacheron Constantin, passé sous sa responsabilité de 55 à 1200 emplois, et d'un point de vente à une quarantaine de boutiques. Il s'amuse en évoquant qu'à chaque changement d'actionnaire, il se retrouvait sur un siège éjectable, mais que les collaborateurs parlaient si bien de lui qu'au final, on le gardait. «En fait, dit-il, ce sont les collaborateurs qui m'ont formé et porté.»

Des hauts et des bas

Très attaché à la valeur culturelle de la marque qu'il a promue et développée pendant 40 ans, il reçoit le grade de Chevalier dans l'Ordre des Arts et des Lettres, à l'initiative de Jean-Paul Barbier-Mueller, pour lequel il nourrit une grande amitié.

Les derniers temps chez Richemont ne lui ont cependant pas fait de cadeau. En particulier, il lui a été difficile d'accepter les restructurations décidées par le groupe. La profonde réorganisation

entreprise à tous les niveaux le voit passer de chef de l'opérationnel à président non exécutif du conseil d'administration. Sa vie est alors en plein chamboulement. Comme rarement auparavant, il se remet en question. Alors que des sollicitations lui parviennent de droite et de gauche, il s'interroge sur ce qu'il veut faire et, surtout, sur comment rendre à Genève ce qu'elle lui a donné. Pendant cette période d'intenses réflexions, son restaurant à Peney, qu'il rachète à 100%, lui sert de port d'attache. Il y retrouve une ambiance «non guindée», que ses racines d'origine ouvrière l'inclinent à apprécier.

En mars 2017, il prend la présidence de la **CCIG**. La flamme se rallume, il retrouve une nouvelle impulsion. A 62 ans, après une carrière orientée à l'international, il accepte un poste qui se focalise sur le tissu économique local, alors qu'il était plus à l'aise avec la géopolitique à l'échelle mondiale qu'avec la politique genevoise. La mission qu'il s'est donnée: insuffler une nouvelle dynamique à la **CCIG**, institution vieille de 153 ans, et ainsi renforcer son rôle d'interlocuteur clé de l'économie. Un défi similaire à celui qu'il avait trouvé en arrivant chez Vacheron: une société historique, de tradition, qui devait rattraper ses concurrents, son époque et retrouver sa place d'acteur incontournable de l'horlogerie genevoise. A présent, il s'agit d'en faire de même pour la **CCIG**.

Eviter les dogmatismes

Le challenge le stimule. «Genève est, dit-il, à la croisée des chemins. Elle vit un changement de paradigme économique autant que sociétal». Pour garantir l'attractivité de Genève, le président de **la Chambre de commerce genevoise** estime qu'il y a beaucoup à faire. Il observe en effet d'im-

posantes barrières, que sont les «structures administratives très lourdes du canton: tout est morcelé en multiples institutions. Même si chacune joue un rôle, il est nécessaire de raccourcir les processus décisionnels pour coller à la rapidité d'évolution des réalités écono-

«IL MANQUE UN RESPONSABLE POLITIQUE DIRECT POUR L'ÉCONOMIE À GENÈVE, QUI AFFRONTÉ DES DÉFIS EXIGEANT UNE RAPIDITÉ D'ACTION»



Juan-Carlos Torres, dit «Charly», a été CEO de Vacheron Constantin pendant douze ans.

miques.» Il estime qu'il manque un responsable politique direct pour les questions économiques. «L'an dernier, il y avait encore le Département de l'économie, mais à présent, les sujets économiques sont ventilés entre le Département présidentiel et tous les autres, alors que les défis que Genève doit affronter nécessitent rapidité d'action et de réponse.» Il n'appré-

cie guère l'omniprésence des partis, «trop rigides pour qu'on puisse assister à un véritable changement». Pour lui, «il faut remplacer la politique politicienne par des feuilles de route et des cadres d'action évitant tout dogmatisme».

Se décrivant comme un «libéral socialiste», il s'engage pour la responsabilité sociale et les politiques de redistribution,

«mais à ceux qui s'impliquent, font l'effort et amènent ce qu'ils peuvent amener».

Apportant dans ses bagages une longue expérience entrepreneuriale, Juan-Carlos Torres n'y va pas par quatre chemins: l'Etat est un centre de coûts; il faut qu'il se transforme en profit center, et travaille avec des objectifs clairement définis. Le moment est selon lui bien choisi pour des réformes: «C'est maintenant, alors que le chômage est bas, qu'il faut faire des changements, et non en période de crise, qui engendre repli sur soi. Ce début de nouvelle législature est idéal», souligne-t-il.

La CCIG est pour lui une plateforme de choix: «Nous avons la chance de réunir toute la palette des acteurs économiques genevois et j'ai trouvé à la Chambre une équipe prête à prendre le changement à bras-le-corps», estime-t-il.

Le «111» de l'économie?

«Réfléchir à l'attractivité de Genève, poursuit-il, suppose d'être acteur sur tous les dossiers essentiels». Les petits commerces ouverts le dimanche? Il faut rouvrir le débat: la donne a changé depuis la dernière votation, notamment avec les effets de l'e-commerce. Autre exemple, comment accompagner les PME, dont le nombre va augmenter ces prochaines années? «Ce sont elles qui répondront aux besoins de demain. Je pense aux interfaces entre la technologie et l'humain, aux nouvelles techniques médicales et de la pharma, à la finance durable, à la mobilité de demain. Ce sont ces PME qui créeront des métiers qui n'existent pas encore ou qui seront redécouverts - qu'il s'agisse des services à la personne rendus nécessaires par le vieillissement ou du renouveau de l'artisanat, avec la fin espérée du tout-jetable.»

Ces réflexions, la CCIG n'entend pas les mener en isolement clinique: d'autres associations économiques disposent de compétences reconnues. «Il faut les mettre en commun dans l'intérêt de Genève. Mon objectif, dit-il, est de conduire les très petites entreprises vers la croissance. Et mon rêve, que la CCIG soit le «111» de l'économie et que tous les acteurs, aujourd'hui éparpillés, puissent s'y rencontrer.» ■